

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	23	2

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : Assainissement -  
Maîtrise d'ouvrage déléguée -  
Conventions subséquentes avec la  
Commune de Valbonne

	Original Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

N° Enregistrement : BC.2020.053

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 10 février 2020**

L'an deux mil vingt et le 10 février à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Marguerite BLAZY, Roger CRESP, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Christophe ETORE, Jean-Pierre MASCARELLI

**Monsieur LEONETTI,**

**Vu** la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi « NOTRe », qui a modifié l'article L. 5216-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après C.G.C.T.) relatif aux compétences obligatoires des communautés d'agglomération pour y intégrer, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) ;

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.032 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence « Eau Potable » au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Date de la convocation :

**Le 04/02/2020**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **25 FEV. 2020**

de la réception s/Préfecture  
en date du **27 FEV. 2020**

Pour le Président,  
La Responsable de Service

**Laurence MALHERBE**  
*Directrice des Affaires Générales,  
du Juridique et du Contentieux*

Laurence MALHERBE

**Vu** la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2019.033 en date du 1<sup>er</sup> avril 2019 relative à la prise de compétence assainissement des eaux usées au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ;

Ainsi, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres les compétences « eau potable » et « assainissement des eaux usées », laquelle recouvre d'une part, l'assainissement collectif et d'autre part, l'assainissement non collectif des eaux usées.

La C.A.S.A. dispose de la maîtrise d'ouvrage, des travaux d'aménagement et de l'exploitation des réseaux d'adduction d'eau potable et d'eaux usées.

Ces compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux, ...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

La C.A.S.A. souhaite finaliser les travaux relatifs au renouvellement, au renforcement et à l'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées engagés par la Commune de Valbonne sur différents secteurs. Ces travaux ayant été suivis techniquement par la Commune, il est opportun pour la C.A.S.A. de déléguer à la Commune de Valbonne la maîtrise d'ouvrage des opérations restant à réaliser.

Ces travaux ont pour objet :

- Le renouvellement, le renforcement et l'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées sur différents secteurs, pour lesquels la Commune va suivre techniquement les travaux ;
- Le renouvellement, le renforcement des réseaux d'eau potable et l'approfondissement ponctuel d'un réseau d'eaux usées route de Nice, dont les coûts prévisionnels de l'opération s'élèvent à 174 645€ HT et sont décomposés comme suit :
  - renouvellement du réseau d'approvisionnement en eau potable PEDH Ø160 sur 250ml : 158 975€ HT
  - approfondissement ponctuel du réseau d'eau usée existant sur environ 15ml : 5 450€ HT.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver les deux conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Valbonne relatives aux travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions et tout acte afférent à l'exécution de celles-ci.



**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'approuver les deux conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A et la commune de Valbonne relatives aux travaux de renouvellement et de renforcement des réseaux d'eau potable et d'eaux usées, dont les projets sont joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer lesdites conventions et tout acte afférent à l'exécution de celles-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 10 février 2020  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

**Convention subséquente de mandat de maîtrise d'ouvrage  
entre la C.A.S.A et la Commune de Valbonne relative aux travaux de renouvellement, au renforcement  
des réseaux d'eau potable et approfondissement ponctuel d'un réseau d'eaux usées route de Nice**

**Liminaire :**

La Commune de Valbonne ayant approuvé par délibération n°9307 en date du 12 décembre 2019 la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage et la convention subséquente type, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.202 en date du 16 décembre 2019,

**Exposé des motifs :**

La Commune de Valbonne a souhaité engager un vaste programme de travaux pluriannuel de renouvellement et/ou renforcement de réseaux d'adduction d'eau potable et d'eaux usées. Ces travaux programmés par la Commune impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux et optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de mandater la Commune, pour la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

**Entre :**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A**, représentée par son Président Jean LEONETTI conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du 10 février 2020,

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A.** »

**D'une part,**

**Et**

**La Commune de Valbonne**, représentée par son Maire, Monsieur Christophe ETORÉ, agissant en vertu de la délibération n°9307 du Conseil Municipal du 12 décembre 2019,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

**D'autre part,**

**Article 1 - Objet**

La C.A.S.A. souhaite finaliser les travaux relatifs au renouvellement, au renforcement et à l'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées engagées par la Commune de Valbonne. Ces travaux ayant été suivi techniquement par la Commune, il est opportun pour la C.A.S.A. de déléguer à la Commune de Valbonne la maîtrise d'ouvrage des opérations restant à réaliser.

Ainsi, elle souhaite finaliser les travaux relatifs au renforcement des réseaux d'eau potable et notamment le renouvellement d'une canalisation en fonte grise en diamètre 80 mm dont la date de pose est antérieure à 1960. Cette dernière est sujette à des fuites récurrentes entre la route d'Opio et le Chemin de la Pétugue.

Ces travaux seront menés de façon concomitante avec le renouvellement d'un réseau pluvial. Ils seront réalisés au travers d'un marché accord cadre de la Commune de Valbonne.

Le projet de la Commune impacte les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'il comporte la réalisation de réseaux d'adduction d'eau potable et pour une d'eaux usées qui peuvent relever de la compétence de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation ou la finalisation de ces travaux et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer par mandat à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

## **Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage**

Pour les travaux en cours de réalisation au 1<sup>er</sup> janvier 2020, date du transfert de compétence, la Commune se voit confier mandat pour la maitrise d'ouvrage jusqu'au terme de l'opération. Elle rendra compte de l'avancement des opérations à la C.A.S.A.

La Commune se voit mandater, par la présente, la maîtrise d'ouvrage au sens du Code de la commande publique pour les attributions ci-dessous qui restent à mettre en œuvre :

- 1° La définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage ~~est~~ sera étudié et exécuté ;
- 2° La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix de l'attributaire, du marché public de maîtrise d'œuvre ainsi que le suivi de son exécution ;
- 3° L'approbation des études d'avant-projet et des études de projet du maître d'œuvre ;
- 4° La préparation, la passation, la signature, après approbation du choix des attributaires, des marchés publics de travaux, ainsi que le suivi de leur exécution ;
- 5° Le versement de la rémunération du maître d'œuvre et le paiement des marchés publics de travaux ;
- 6° La réception de l'ouvrage.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés par la présente convention seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

## **Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A**

La C.A.S.A assurera le financement des travaux devant faire l'objet d'une instruction du dossier par ses services.

Cette instruction visera à définir la part de la compétence de la C.A.S.A dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La C.A.S.A assurera le financement des travaux tels que décrits ci-après :

- Les coûts prévisionnels de l'opération s'élèvent à 174 645€ HT et se décomposent comme suit :
  - o Coût estimé relatif à la maîtrise d'œuvre :
    - 10 220€ HT (inclus dans la convention subséquente approuvée par délibération n°BC.2019.134 en date du 15 juillet 2019)
  - o Coût estimé relatif aux travaux :
    - Renouvellement du réseau d'approvisionnement en eau potable PEDH Ø160 sur 250ml : 158 975€ HT
    - Un approfondissement ponctuel du réseau d'eau usée existant sur environ 15ml : 5 450€ HT.

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée.

Afin de procéder au versement, la Commune devra transmettre un état récapitulatif des dépenses daté et signé.

Lorsque le projet technique retenu par la Commune répond à des objectifs complémentaires sortant des compétences transférées, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution de base.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Au-delà d'une variation de 10% un avenant sera établi.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses. La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

### **Article 3.1 : Avance de démarrage**

La C.A.S.A s'engage à verser à la Commune une avance de démarrage de 40 %.

### **Article 3.2 : Modalités de remboursement**

Le remboursement du coût des travaux sera déclenché à l'épuisement du montant de l'avance de démarrage prévue à l'article 3.1. La C.A.S.A procédera à des règlements mensuels sur présentation par la Commune d'un état des dépenses. Un solde définitif des comptes entre les deux parties sera effectué lors de l'élaboration du décompte général définitif de l'opération.

### **Article 3.3 : Opérations sous mandat**

La Commune suit ces opérations sous la forme d'opérations sous mandat (compte 458). Ainsi il est ouvert dans la comptabilité de la Commune, en vertu de la présente convention, un compte qui enregistre les opérations d'investissement exécutées pour le compte de la C.A.S.A. Il est subdivisé de manière à distinguer les opérations de dépenses de celles des recettes. En cours d'opération, les dépenses et les recettes donnent lieu à l'émission de titres et de mandats. Après l'achèvement des travaux, le compte de dépenses et le compte de recettes présentent en principe un solde équivalent.

### **Article 4 : Obligations de la Commune**

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

### **Article 5 : Modalités de contrôle des parties**

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et notamment :

- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

### **Article 6 : Responsabilités & Assurance**

Les voiries, les réseaux divers, les canalisations rentrent dans le champ des exclusions des obligations d'assurance à l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.

De plus, avant le début des travaux, le titulaire du marché a justifié de sa police d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages causés aux tiers du fait du personnel salarié ou non, du matériel, des matériaux ou agencements, de l'exécution des travaux ou ouvrages ainsi que de sa police d'assurance responsabilité professionnelle (décennale entrepreneur) couvrant les responsabilités et obligations découlant des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

Les polices contiennent les garanties spécifiquement contractées pour l'opération objet du marché et seront en rapport avec l'importance de la prestation.

Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale de l'entrepreneur et de ses sous-traitants devront être transmises à la C.A.S.A.

La commune de Valbonne devra transmettre une attestation d'assurance responsabilité civile.

#### **Article 7 : Personnes habilitées à engager la Commune**

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

#### **Article 8 : Contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétence.

Fait en trois exemplaires à Sophia Antipolis, le

**Pour la C.A.S.A  
Le Président de la C.A.S.A.**

**Pour la Commune  
Le Maire,**

**Jean LEONETTI**

**Christophe ETORÉ**

**Convention subséquente de mandat de maîtrise d'ouvrage  
entre la C.A.S.A et la Commune relative aux travaux de renouvellement, de renforcement et l'extension  
des réseaux d'eau potable et d'eaux usées de la Commune de Valbonne.**

**Liminaire :**

La Commune de Valbonne ayant approuvé par délibération n°9307 en date du 12 décembre 2019 la Convention cadre de maîtrise d'ouvrage et la convention subséquente type, approuvée par délibération du Conseil Communautaire n°CC.2019.202 en date du 16 décembre 2019,

**Exposé des motifs :**

La Commune de Valbonne a souhaité engager un vaste programme de travaux pluriannuel de renouvellement et/ou renforcement de réseaux d'adduction d'eau potable et d'eaux usées. Ces travaux programmés par la Commune impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A. Afin de ne pas interférer sur leur finalisation et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de mandater la Commune, pour la maîtrise d'ouvrage de l'opération.

**Entre :**

**La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis C.A.S.A**, représentée par son Président Jean LEONETTI conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du 10 février 2020,

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A.** »  
**D'une part,**

**Et**

**La Commune de Valbonne**, représentée par son Maire, Monsieur Christophe ETORÉ, agissant en vertu de la délibération n°9307 du Conseil Municipal du 12 décembre 2019,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,  
**D'autre part,**

**Article 1 - Objet**

La C.A.S.A. souhaite finaliser les travaux relatifs au renouvellement, au renforcement et à l'extension des réseaux d'eau potable et d'eaux usées engagées par la Commune de Valbonne. Ces travaux ont fait l'objet de la passation d'un MAPA. Ce dernier a été notifié le 9 mars 2018 au titulaire SN POLITI (mandataire du groupement SN POLITI/TERRASSEMENT DU GOLF/LA NOUVELLE SIROLAISE DE CONSTRUCTION/SN BIANCHI). Dans le cadre du transfert de compétences eau potable et assainissement des eaux usées, ce marché a été transféré à la C.A.S.A. Ces travaux ayant été suivi techniquement par la Commune, il est opportun pour la C.A.S.A. de déléguer à la Commune de Valbonne la maîtrise d'ouvrage des opérations restant à réaliser.



Le projet de la Commune impacte les compétences transférées à la C.A.S.A, en ce qu'il comporte la réalisation de réseaux d'adduction d'eau potable et d'eaux usées qui peuvent relever de la compétence de la C.A.S.A.

Afin de ne pas interférer sur la programmation ou la finalisation de ces travaux et d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et la Commune s'accordent sur le principe de déléguer par mandat à la Commune, la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération.

## **Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage**

Pour les travaux en cours de réalisation au 1<sup>er</sup> janvier 2020, date du transfert de compétence, la Commune se voit confier mandat pour la maîtrise d'ouvrage jusqu'au terme de l'opération. Elle rendra compte de l'avancement des opérations à la C.A.S.A.

La Commune se voit mandater, par la présente, la maîtrise d'ouvrage au sens du Code de la commande publique pour les attributions ci-dessous qui restent à mettre en œuvre en dehors des aspects financiers :

- 1° Le suivi de l'exécution des marchés de travaux comportant notamment une phase de validation des attachements accompagnera cette étape pour permettre le paiement des marchés publics de travaux par la C.A.S.A;
- 2° La réception de l'ouvrage.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés par la présente convention seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

## **Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A**

La C.A.S.A assurera le financement des travaux en cours. La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée ou de celle en cours.

La C.A.S.A., règlera aux attributaires des marchés à hauteur des budgets transférés et dépenses engagées, les sommes dues, après validation du service fait par la Commune ou selon les modalités définies dans le marché correspondant.

Lorsque le projet technique retenu par la Commune répond à des objectifs complémentaires sortant des compétences transférées, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution de base.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Au-delà d'une variation de 10% un avenant sera établi.

Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses. La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

## **Article 4 : Obligations de la Commune**

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant du Code de la commande publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

#### **Article 5 : Modalités de contrôle des parties**

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et notamment à informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

#### **Article 6 : Responsabilités & Assurance**

Les voiries, les réseaux divers, les canalisations rentrent dans le champ des exclusions des obligations d'assurance à l'article L. 243-1-1 du Code des assurances.

De plus, avant le début des travaux, le titulaire du marché a justifié de sa police d'assurance de responsabilité civile couvrant les dommages causés aux tiers du fait du personnel salarié ou non, du matériel, des matériaux ou agencements, de l'exécution des travaux ou ouvrages ainsi que de sa police d'assurance responsabilité professionnelle (décennale entrepreneur) couvrant les responsabilités et obligations découlant des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

Les polices contiennent les garanties spécifiquement contractées pour l'opération objet du marché et seront en rapport avec l'importance de la prestation.

Les attestations d'assurance responsabilité civile et responsabilité décennale de l'entrepreneur et de ses sous-traitants devront être transmises à la C.A.S.A.

La commune de Valbonne devra transmettre une attestation d'assurance responsabilité civile.

#### **Article 7 : Personnes habilitées à engager la Commune**

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la Commune pour l'exécution de la présente convention.

#### **Article 8 : Contentieux**

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue à l'article L.211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux, portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, devra être porté devant la juridiction compétence.

Fait en trois exemplaires à Sophia Antipolis, le

**Pour la C.A.S.A**  
**Le Président de la C.A.S.A.**

**Pour la Commune**  
**Le Maire,**

**Jean LEONETTI**

**Christophe ETORÉ**

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 10/02/2020  
Numéro : BC\_2020\_053  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Maîtrise d'ouvrage déléguée - Conventions subséquentes avec la Commune de Valbonne  
Matière : 8.8 - Environnement  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : WYwFaer

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 27/02/2020  
Identifiant : 006-240600585-20200210-BC\_2020\_053-DE

**Acte reçu**

Date : 10/02/2020  
Numéro interne : BC\_2020\_053  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 8  
Code matière 2 : 8  
Objet : Maîtrise d'ouvrage déléguée - Conventions subséquentes avec la Commune de Valbonne  
Classification utilisée : 29/08/2019  
Document : 99\_DE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_053-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 2  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_053-DE-1-1\_2.PDF  
99\_SE-006-240600585-20200210-BC\_2020\_053-DE-1-1\_3.PDF

N